

Réunion conjointe des Conseils IEC-IRE



Les Conseils réunis IEC-IRE

Les Conseils de l'IEC et de l'IRE se sont réunis en session conjointe. Les Conseils réunis ont décidé de proposer aux autorités fédérales, régionales et communautaires le principe d'une consultation systématique des instituts en cas de proposition de modification des législations intéressant les professions.

Ils ont convenu de proposer à l'IPCF que les trois instituts écrivent à la Commission des normes comptables pour l'encourager à soumettre à un débat public sa stratégie à moyen terme et tous ses projets d'avis.

Les Conseils réunis ont encore examiné les synergies déjà réalisées dans le cadre de l'installation des bureaux des deux instituts dans le même bâtiment. Sur le plan scientifique, des manifestations communes seront organisées autour de « Bâle III » et de la continuité des entreprises, ainsi que du futur des IAS/IFRS (à l'occasion d'une après-midi d'étude de l'Académie des sciences comptables et financières, dont les deux instituts sont membres).

Il a encore été convenu de ne pas réagir au projet de nouvelle norme « IES 7 » proposée par l'IFAC en matière de formation professionnelle et, le cas échéant, de répondre en commun au projet « ISRS 4410 » (missions de compilation).

Enfin, les Conseils réunis ont adopté la « Déclaration de Strasbourg » de la FIDEF (Fédération internationale des experts-comptables et commissaires aux comptes francophones), qui demande notamment de prendre davantage en compte la diversité culturelle dans la normalisation internationale.

Travaux au niveau européen

Les Conseils réunis de l'IRE et de l'IEC ont reçu Monsieur Éric Van den Abeele, conseiller à la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne. Ce fut l'occasion de faire le bilan de la présidence belge du Conseil de l'UE, avec notamment le déblocage du dossier du brevet européen et l'adoption d'une nouvelle directive (2011/17/UE) en matière de lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (applicable aux honoraires des professions économiques). Lors de la discussion, l'état actuel des travaux a été dressé en matière de comptabilité des microentités, de *single market act* (la Commission annoncera bientôt les mesures qu'elle propose à la suite des consultations effectuées, notamment pour la fiscalité, l'accès au financement des PME et les qualifications professionnelles), de suites à donner au livre vert sur l'avenir de l'audit et de modernisation de la législation européenne sur les marchés publics (l'IRE demande que le traitement, au regard de cette législation, du contrôleur légal des comptes ne soit pas discriminatoire par rapport à celui réservé à la sélection des membres exécutifs de l'organe de gestion). ●